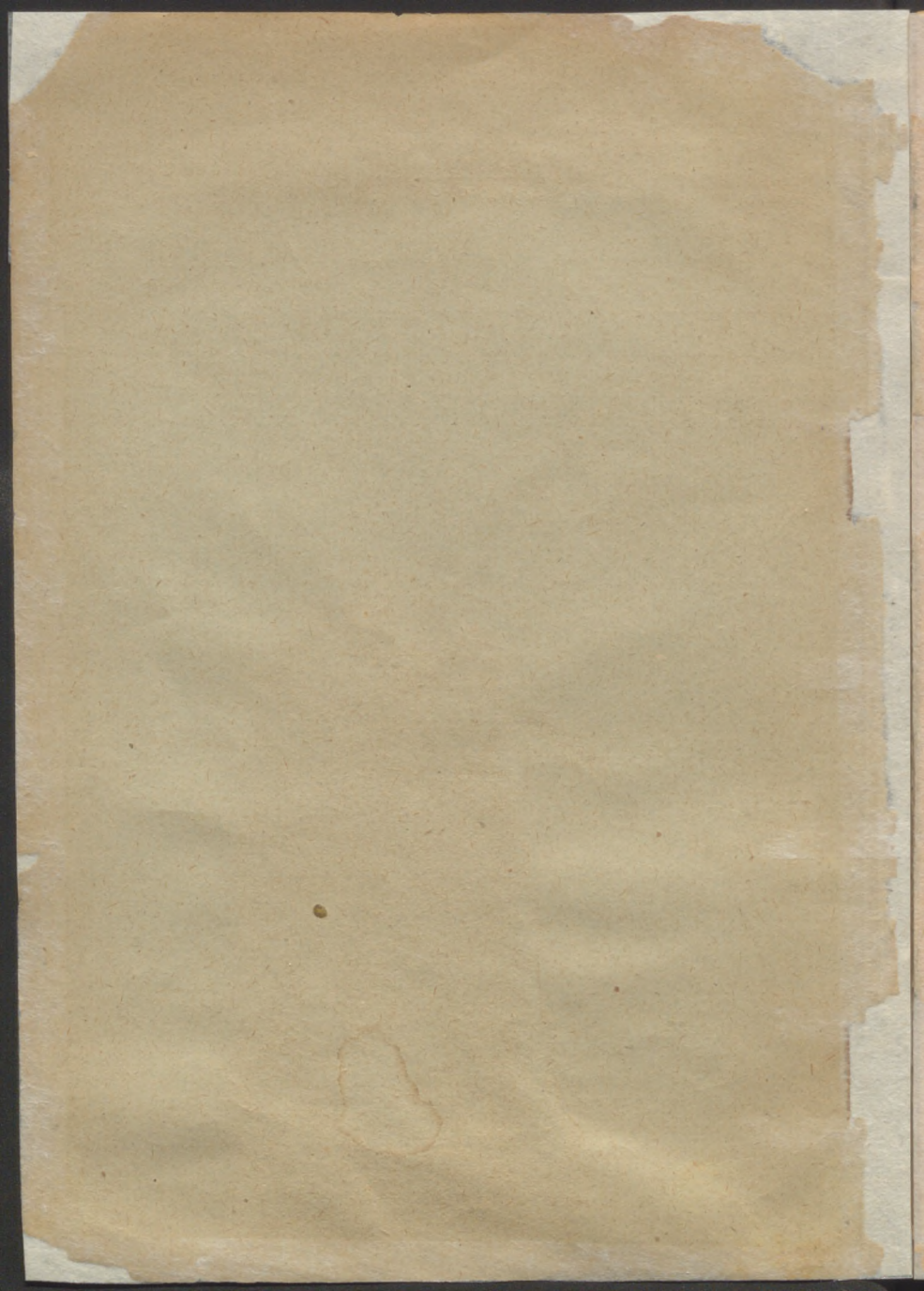


P. PAMPUCH

**CENT CINQUANTE ANS
DE DOMINATION PRUSSIENNE
EN HAUTE-SILÉSIE**



K. MIARKA, MIKOŁÓW, HAUTE-SILÉSIE
1920



CENT CINQUANTE ANS
DE DOMINATION PRUSSIENNE
EN HAUTE-SILÉSIE

PAR

¹⁰⁴⁷
P. PAMPUCH



K. MIARKA, MIKOŁÓW, HAUTE-SILÉSIE
1920

610931



K. 58 | 88

I.

La partie du territoire silésien connue sous le nom de Haute-Silésie, s'étend le long des deux rives du cours supérieur de l'Oder jusqu'à l'embouchure de ses deux affluents — à gauche la Neisse (Nysa), à droite le Stober (Stobrawa). C'est une vaste plaine sablonneuse et peu fertile, couverte de forêts sur de très grandes étendues. Les modestes habitations paysannes, aux toits souvent encore couverts de chaume, y forment un contraste frappant avec les somptueuses demeures des grands propriétaires terriens allemands, auxquels la coupable condescendance des souverains prussiens, depuis Frédéric II, a livré la moitié de ce pays. Dans le sud-est la physionomie du paysage change sensiblement. Ce n'est plus qu'une immense cité ouvrière, au milieu de laquelle se dressent des hauts-fourneaux et des cheminées d'usine, témoignages des ressources du sous-sol de cette province dont les gisements houillers et les minerais de fer ont si puissamment aidé l'Allemagne à mener et à prolonger la guerre mondiale.

La population rurale et ouvrière qui forme les $\frac{3}{4}$ des habitants de la Haute-Silésie parle polonais et a toujours été polonaise. Elle le reste aujourd'hui comme par le passé. L'élément germanique se concentre dans les villes, où il constitue une partie plus ou moins importante de la bourgeoisie et la grande majorité des fonctionnaires de tous grades. Mais la prépondérance numérique des Polonais sur l'ensemble du territoire haut-silézien est si marquée, que, même les savants allemands, appellent celui-ci dans leurs travaux la Silésie polonaise ou la Haute-Silésie polonaise. (Partsch, Ziekursch).

Apparaissant dans l'histoire dès le X^e siècle avec le reste de la Silésie, sous le nom d'Opole¹⁾, comme une pro-

¹⁾ Elle ne reçut le nom de Haute-Silésie qu'au XV^e siècle.

vince essentiellement polonaise, la Haute-Silésie était, de par sa situation géographique, exposée aux agressions de tous les voisins du jeune Etat polonais. Par suite d'une intense colonisation allemande, favorisée par les invasions tartares qui dépeuplaient terriblement le pays, la partie de la Silésie, sur la rive gauche de l'Oder, s'était peu à peu germanisée. Mais la rive droite, haute-silésiennne, tint bon contre tous les assauts des „civilisateurs“ teutons. Toutefois, les rois de Pologne ne purent la garder sous leur sceptre. Soumise pendant un certain temps avec le reste de la Silésie à la Bohême, elle fut gouvernée, à ce moment encore, de 1490—1526, par deux princes polonais de la maison des Jagellons, pour passer ensuite à l'Autriche, qui l'appauvrit beaucoup en faisant peser sur elle de très lourdes charges. Mais elle ne connut les pires calamités que depuis que toute la Silésie devint la proie de Frédéric II. Pourtant la conquête du territoire haut-silézien ne le tenta guère au début. Le 8 juin 1742, il écrivait à son ministre Podewils qui dirigeait les pourparlers avec Marie-Thérèse, qu'il ne tenait à garder aucune partie dudit territoire, étant donné, qu'il „était ruiné et habité par une population dont on ne pourrait jamais attendre un sincère attachement“. L'histoire a justifié ses prévisions. La Prusse ne gagna jamais l'attachement du peuple haut-silézien. Exposé à tous les coups du sort, il restait polonais à travers toutes ses épreuves. „A peine touchée par la culture allemande“, dit le prof. Partsch, savant allemand qu'on ne saurait suspecter de partialité, „la Haute-Silésie se rattachait étroitement à la culture polonaise“. Les choses se présentaient ainsi au XVIII^e siècle; elles n'ont guère changé aujourd'hui, et plus d'un siècle et demi de germanisation systématique n'a pas beaucoup modifié le caractère foncièrement polonais de cette province.

„Le Haut-Silézien“, dit un juriste allemand, n'a pas d'histoire, et, s'il en avait une, ce serait celle de ses souffrances“. Elles lui venaient toutes du „Kulturvolk“ — du

fonctionnaire et du hobereau prussiens dont la froide cruauté a toujours disposé contre lui de moyens de persécution aussi nombreux que perfides. Dès le premier siècle de la domination allemande, la population polonaise de la Haute-Silésie tomba, à tous les points de vue, dans un véritable esclavage, dont les conséquences ont toujours pesé sur elle.

L'Autriche respectait au moins ses droits à sa langue natale. Dès que la Haute-Silésie fut annexée par la Prusse, le remplacement de cette langue par l'allemand fut l'une des plus constantes préoccupations de Frédéric II. Il voulait obtenir que, même à l'école primaire, l'enseignement se fit en allemand. On enjoignit au clergé, sous peine de fortes amendes, d'apprendre également la langue du conquérant. Les propriétaires allemands n'avaient pas le droit de prendre à leur service des gens ne la parlant point. On publia même une ordonnance aux termes de laquelle aucune femme ne pouvait se marier et aucun travailleur rural devenir propriétaire de son sol avant qu'ils sachent l'allemand. Le lecteur ne sera pas surpris d'apprendre, qu'elle resta à peu près sans effet. Mais il y en eut d'autres, et combien nombreuses, qui réussirent à transformer l'existence de la population de cette province en un cauchemar de tous les instants.

Les hauts représentants de l'Eglise se montraient assez dociles aux ordres du gouvernement prussien pour que celui-ci pût les considérer comme des soutiens fidèles de sa politique. Ainsi, en 1787, l'épiscopat engagea spontanément les prêtres à „cultiver“ l'allemand dans les écoles. Encouragé par tant de zèle, le ministre d'Etat Hoym le somma, en 1789, de transférer dans la Basse-Silésie allemande les prêtres polonais du territoire haut-silésien et de les remplacer par des Allemands. C'était cependant dépasser la mesure de ce qu'on pouvait demander alors aux plus serviles. L'épiscopat refusa de souscrire à ces exigences, alléguant des motifs d'ordre spirituel et moral. Ce n'est que beaucoup plus tard, qu'il s'est trouvé, dans la personne du cardinal Kopp, un dignitaire de l'Eglise qui ne recula pas devant la réalisation du projet de Hoym.

On ne négligeait, d'autre part, aucun moyen pour discréditer et vouer au mépris la langue parlée par les Hauts-Silésiens, cette langue si savoureuse qui, selon l'éminent slaviste de Berlin, le prof. Brückner, contient „l'essence même et la sève de la langue polonaise“. Mais il était dans l'intérêt des germanisateurs de propager le préjugé que l'abaissement du niveau intellectuel de la population haute-silésiennne était dû à l'emploi de cette langue. Et pourtant l'esclavage auquel ils l'avaient réduite, n'expliquait que trop bien ce phénomène de régression. Il y eut, du reste, même à ce moment, des hommes qui, comme le parteur Pohl de Tarnowskie Góry (Tarnowitz) et le Consistorialrat protestant, Samuel Richter, élevèrent la voix, pour prendre la défense de la langue calomniée si injustement et du peuple qui la parlait. Se plaçant sur le même terrain, le professeur Schummel de Breslau, lançait à ses compatriotes, dans un livre intitulé „Voyage à travers la Haute-Silésie“, cet avertissement prophétique: „Prenons garde d'accuser de quoi que ce soit les Hauts-Silésiens. Devant le tribunal de l'histoire nous perdrons dans toutes les instances!“

Mais la Prusse ne se bornait pas à persécuter la langue polonaise. Peu de temps après qu'elle se fût emparée de la Haute-Silésie, la dureté, la barbarie, la cupidité de ses hobereaux avaient déjà réduit ce pays à une misère extrême. Et la population pressurée par ses nouveaux maîtres ne trouvait aucun appui auprès du gouvernement. Bien au contraire même, dans les différends qui surgissaient entre elle et les propriétaires terriens, les pouvoirs donnaient presque toujours raison à ces derniers.

Après la guerre de sept ans (1763), la Haute-Silésie était un pays essentiellement agricole avec une population peu dense. Composée de plusieurs catégories de paysans, suivant l'étendue du terrain qui leur était alloué et les charges qui pesaient sur eux, la classe rurale y connut sous la domination prussienne les exactions les plus tyranniques du système féodal. Attachés à la glèbe et privés, à l'except-

tion du nombre très restreint des propriétaires héréditaires du sol¹⁾, de la faculté de disposer de leur bien, les paysans étaient ici, plus que partout ailleurs, livrés au bon plaisir de leurs maîtres. Redevances en nature et en espèces, corvées absolument écrasantes, jusqu'à six jours de travail par semaine pour le seigneur du village, eurent tôt fait de les plonger dans un abîme de détresse. Le hobereau prussien pouvait les exploiter à son gré, sans qu'aucune voix s'élevât pour flétrir les abus dont ils étaient les victimes infortunées, mais non point aussi résignées, comme on le verra par la suite, que l'eussent souhaité leurs bourreaux.

Frédéric II est assez généralement considéré par les Allemands comme le premier souverain qui se soit occupé du bien-être du peuple. Mais il ne publia, en réalité, qu'une seule ordonnance interdisant aux seigneurs de confisquer à leur profit les terres paysannes abandonnées ou dévastées à la suite de la guerre et leur enjoignant d'y installer d'autres paysans. D'autres part, les lots qu'ils cultivaient devaient être désormais accordés aux paysans en propriété héréditaire. Mais cette „libéralité“ était, en quelque sorte, imposée au gouvernement par les nécessités militaires et financières, les paysans seuls étant astreints à fournir des recrues et des attelages d'artillerie et payant en outre la moitié des impôts fonciers.

Elle resta d'ailleurs lettre morte en ce qui concernait la Haute-Silésie. Dans leur soif d'agrandir leurs domaines, les hobereaux chassaient les paysans de leurs terres, ne cherchant même pas à justifier d'une manière quelconque cet acte de violence, et sans tenir aucun compte des décrets et ordonnances destinés à protéger la population rurale. „Le seigneur“, dit le prof. Ziekursch, „obtenait l'assentiment du gouvernement devant le fait accompli“. Ajoutons qu'il existait également une ordonnance, aux termes de laquelle il était autorisé à racheter aux paysans, au prix qu'ils les avaient payées, les terres qui leur avaient été

1) Ils formaient à peine le dixième de la population rurale.

concedées par ses prédécesseurs. Seule d'entre toutes les dispositions de la loi relatives à la population rurale, cette ordonnance fut appliquée avec autant de méthode que de persévérance et consumma la ruine du paysan. Aussi, put-on bientôt constater un accroissement démesuré des domaines seigneuriaux au dépens de la propriété paysanne. Citons un exemple entre cent autres: dans le district de Lubliniec, où il y avait, en 1767 encore, 885 bien paysans, il n'en restait que 461 en 1817. Sur toute l'étendue de la Haute-Silésie, ce fut partout la même désolation. Le paysan avait l'air d'un intrus dans son propre pays, sur son propre sol. Mais ce n'est pas tout encore. Ceux qui restaient au village, étaient, plus encore que par le passé, réduits à l'esclavage. Pour parer au manque de bras, on leur imposait des corvées supplémentaires. Et l'on put assister à cette iniquité monstrueuse que, tandis qu'en Basse-Silésie le paysan allemand ne fournissait au seigneur qu'un à deux jours de travail par semaine, le Haut-Silézien était obligé de travailler pour son maître cinq à six jours, ainsi que nous l'avons dit plus haut. En même temps, on restreignait, lorsqu'on ne les supprimait pas entièrement, les quelques pauvres droits grace auxquels il arrivait à végéter et dont il avait joui de tout temps, — droit aux paturages dans la forêt, au fauchage de certains prés, droit de ramasser le bois mort.

Faut-il s'étonner, si, dans ces conditions, il était hanté, de plus en plus souvent, par le désir de s'évader de la géhenne qu'était devenue son existence au village natal, sous la botte du Prussien. De plus en plus souvent, il se sauvait avec sa famille en Pologne. „On affirme“, écrit un Anglais qui voyageait en Haute-Silésie en 1780, „que, dans les villages proches de la frontière, il n'est pas rare qu'on s'aperçoive le matin que telle ou telle demeure paysanne a été abandonnée pendant la nuit par ses habitants“.

Bien avant cette date cependant, l'excès du mal poussa le paysan haut-silézien à la révolte. Nous avons déjà dit que toutes les persécutions ne purent faire de lui une victime aussi résignée que l'eussent souhaité ses maîtres. Dépouillée

de tout, descendue au fond de la misère, la population rurale haute-silésoienne se souleva pour la première fois en 1766. Parti de Rybnik, le mouvement se propagea bientôt dans les districts de Racibórz (Ratibor), de Pszczyna (Pless), de Bytom (Beuthen), de Gliwice (Gleiwitz). Dans ce dernier, il n'y eut pas moins de 40 villages insurgés. Les paysans cessèrent tout travail, refusèrent de payer les redevances et, s'armant de faux, de fourches et de haches, se réfugièrent dans les forêts. On lança contre eux des détachements de cavalerie et l'émeute fut noyée dans le sang. Rassurés et triomphants, les seigneurs châtièrent les rebelles avec une dureté impitoyable. L'un d'eux inventa même un instrument de torture spécial et se livrait sur ses sujets à des actes de cruauté, qui déterminèrent la plupart d'entre eux à s'enfuir en Pologne. Mais l'esprit de révolte demeurait vivace chez ceux qui restèrent au pays, d'autant plus que rien ne laissait même prévoir une amélioration de leur sort. Des émeutes partielles éclataient presque périodiquement sur différents points du territoire haut-silésoien. En 1780, on vit se soulever un certain nombre de communes du district de Pszczyna, l'année suivante ce fut le tour du district de Kluczborek. Cette fois encore, on fit appel, pour réprimer les „rebelles“, à la force armée. La prison et la bastonnade devaient mettre à la raison les plus récalcitrants. On alla même jusqu'à confisquer aux „coupables“ leur bien. Mais cette mesure, odieuse entre toutes, exaspéra encore les paysans. En 1782, il y eut des troubles à Prądnik; en 1786, dans le district de Namysłów; en 1793, sous le successeur de Frédéric II, dans les districts d'Opole, de Kluczborek et de Racibórz. Partout et toujours, l'ordre était rétabli par la force armée.

Toutefois, le gouvernement eut des velléités de réformes. Elles furent si timides qu'elles se brisèrent contre la résistance des hobereaux, de plus en plus arrogants, à mesure qu'ils voyaient grandir leur impunité. Ainsi les autorités établirent, sous le nom d'Urbaries, un règlement qui devait fixer exactement les charges et les services dûs par les paysans à leurs maîtres. Mais il ne fut introduit en

Haute-Silésie que dans peu de localités, et là encore où on l'avait appliqué, les seigneurs le tournèrent à leur profit, imposant aux paysans un surcroît d'obligations de toute sorte. Devant les protestations des victimes, on avait recours aux plus sauvages brutalités. En 1788, un commissaire du gouvernement, le baron von Dusterloh, gifle les délégués paysans d'un domaine appartenant à une communauté religieuse lorsqu'ils refusent de signer des contrats qui doublent leurs charges. Il les tire par les cheveux, les cogne contre une armoire jusqu'à ce qu'ils cèdent à bout de résistance. C'est par cette méthode démonstrative qu'on s'appliqua à détruire chez les malheureux la dangereuse illusion que la servitude pourrait être abolie.

Voici, au reste, ce qu'écrivit au sujet de ces règlements un fonctionnaire honnête :

„Dans les provinces de Votre Majesté se passe cette chose inouïe qu'une partie importante de la population n'a pu, depuis de longues années, non seulement trouver aucune aide, mais même faire entendre sa voix et qu'elle est entièrement à la merci de la noblesse haute-silésoienne qui ne connaît que trop bien l'incurie des pouvoirs. Bien que les commissions pour l'introduction des Urbaries existent depuis 13 ans, presque rien n'a été fait jusqu'à ce moment, parce qu'on tenait à laisser la population rurale de la Haute-Silésie sans défense légale contre les seigneurs, dans les conflits provoqués par la question des corvées“.

Ainsi l'arbitraire, la cupidité et la mauvaise foi des hobereaux consommèrent la déchéance matérielle de la population rurale haute-silésoienne. Et cette déchéance ne pouvait rester sans influence sur sa vie intellectuelle. Le paysan n'était plus qu'une bête de somme traquée et martyrisée. Et c'est miracle, si à travers tant de détresse, il garda intacte son énergie morale dont les révoltes constamment renouvelées, malgré la répression impitoyable, étaient l'expression la plus éloquente. Il prit part, comme tous les sujets de sa Majesté prussienne, à l'expédition contre la

France révolutionnaire et en revint plein d'admiration pour la devise: „Liberté, égalité et fraternité“, que la jeune République avait inscrite sur son drapeau. Il apprenait, presque en même temps, qu'en Pologne Thadée Kościuszko avait promis aux paysans leur affranchissement, en les appelant, en 1794, à combattre pour la patrie. Sous l'influence de ces nouvelles, l'effervescence des esprits grandissait de plus en plus pour se traduire à la fin, au printemps de 1796, par un nouveau soulèvement qui s'étendit sur plus de cinquante communes des districts de Gliwice et de Bytom et passa de là dans les districts de Pszczyzna, d'Olesno, de Kluczborek, plus loin encore. Les paysans opposèrent aux troupes envoyées contre eux une résistance acharnée. Il fallut appeler des renforts qui réussirent enfin à „rétablir“ l'ordre. Le général Dallwig, chargé de réprimer la „rébellion“, préconisait la bastonnade, comme le moyen le meilleur contre les éternels insoumis qui ne voulaient pas plier sous le joug. Aussi fut-elle introduite dans toute la Haute-Silésie. On annonçait de différents côtés à Hoym, le fameux ministre de Frédéric II pour cette province, que, dans leurs réunions, les paysans discutaient et approuvaient les événements de la Révolution française qui avaient conduit à l'abolition de toutes les formes de l'esclavage. En présence de ces faits, le gouvernement publia un décret signifiant aux pouvoirs locaux de se saisir de quiconque oserait parler de la Révolution française en termes élogieux. Un paysan du nom de Marek, accusé de ce „crime“ fut passé par les verges six fois dans la même journée (le 17 mars 1794) et renvoyé sous escorte dans son village, le „dos sanglant“, pour que son exemple donnât à réfléchir aux autres.

En dépeignant les abus les plus terribles du système féodal sous le régime prussien, le pr. Knapp, savant allemand, jouissant d'une grande notoriété, prend presque tous ses exemples en Haute-Silésie. Des documents administratifs officiels de 1786 nous rapportent qu'un paysan menacé de prison par son maître, lui répondit: „Plutôt dix ans de réclusion que deux ans au service de votre Seigneurie“. Un écrivain allemand décrit ainsi le sort du paysan haut-

silésien, en se basant sur une brochure parue en cette même année 1786:

„Le seigneur est obligé d'acheter son bétail et de l'élever à grands frais. Mais il a toujours à sa disposition les enfants de ses sujets qui ne lui coûtent rien, étant élevés aux frais de leurs parents. Il paye un cheval 10 à 12 ducats, et même davantage; un domestique ou une fille d'office ne lui coûtent rien. Il suffit qu'il leur dise: „Tu viendras travailler au château“. Et, ce qui est le plus révoltant, c'est qu'il peut garder à son service ceux qu'il recrute ainsi 6, 8, 10 ans, contre un salaire tellement dérisoire qu'il ne leur permet même pas de se procurer les vêtements les plus indispensables. Une commission avait établi qu'une propriété paysanne en Haute-Silésie rapportait en moyenne, toutes charges déduites, 5 thalers par an. Mais l'expérience démontre qu'il suffit d'une mauvaise récolte, de la perte d'un cheval ou d'une vache, pour que le possesseur de ce bien soit ruiné. Ne pouvant plus fournir les charges exigées, il est chassé de sa propriété où l'on installe, qu'il le veuille ou non, un autre paysan, pris généralement parmi ceux qui possèdent une ou deux pièces de bétail et un peu de blé. Souvent le lot change ainsi de propriétaire 3 ou 4 fois en 2 à 3 ans. Les paysans vont généralement pieds nus et ne portent en été qu'une chemise et un pantalon. Il n'est pas rare de voir de jeunes femmes, et même de vieilles, sans chemise, même au mois d'octobre, et n'ayant pour tout vêtement qu'un jupon“.

Voilà à quel état était réduite, vers la fin du XVIII^{me} siècle, la population rurale haute-siléenne. Lorsque, après avoir écrasé la Prusse, Napoléon constitua, en 1807, le duché de Varsovie, formé surtout avec des provinces polonaises reprises au conquérant germanique, le servage y fut aussitôt aboli. La Prusse fut donc presque contrainte d'activer aussi chez elle la réforme agraire. Par un décret publié en octobre 1807, elle supprima, en effet, la sujétion héréditaire. Mais les charges, les redevances, et bien d'autres obliga-

tions étaient maintenues. D'autre part, en Haute-Silésie, on n'accorda la propriété héréditaire qu'à un nombre très restreint de paysans. Le décret de 1807 annonçait, qu'en octobre 1810 il n'y aurait plus en Prusse que les hommes libres. Mais, peu de temps avant cette date, un nouveau décret rappelait à la population rurale polonaise que rien n'était changé pour elle. Tant de mauvaise foi mit le comble à son exaspération. Une révolution paysanne, plus violente que toutes les précédentes, éclata dans le district de Głupczyce (Leobschütz), de l'autre côté de l'Oder et se répandit jusqu'à Pszczyna (Pless). Les paysans déclarèrent au Commissaire du Gouvernement qu'ils préféraient „se faire hacher en morceaux, que de travailler encore pour le château“. Quatre vingt et une communes signèrent l'engagement mutuel de lutter pour leur liberté et se défendirent avec acharnement contre les forces armées envoyées pour réprimer le mouvement. Il fallut, pour l'étouffer, avoir recours à des renforts assez importants.

Redoutant néanmoins de nouvelles révoltes, le gouvernement édicta, en 1811, un décret qui assurait à toutes les catégories de paysans la libre possession de leurs lots. Mais ils devaient, en échange, céder aux seigneurs le tiers de leur propriété héréditaire et la moitié du terrain qu'ils affermaient. Pourtant, cette fois encore, les hobereaux hauts-silésiens réussirent à tourner la loi. On n'attribua aux paysans qu'une infime partie de leur bien; le reste fut adjugé à leurs maîtres. Ils durent, en outre, s'engager à faire pendant cinq années encore, moyennant un salaire qui variait suivant les régions, tous les travaux pour lesquels le château réclamerait leurs services. Jusqu'à 1848, à peine 4300 biens paysans devinrent la propriété définitive de ceux qui les cultivaient. En dehors de ces propriétés libres, il y avait 29 000 lots dont les possesseurs étaient soumis aux corvées et n'avaient sur leur bien que „des droits tout à fait incertains“. Et il y avait enfin ceux qui ne possédaient rien et que dévorait pourtant une immense soif de liberté, le besoin d'avoir le moindre lopin de terre qui fût bien à eux. Ils réalisaient ce rêve en achetant de minuscules lots aux

paysans libres, qui, s'étant assuré la possession héréditaire de leurs biens au prix de très lourds sacrifices matériels, étaient maintenant forcés de les parceler.

Par suite de ce morcellement, les conditions d'existence du paysan haut-silézien s'aggravèrent encore. Une fois de plus, les réformes avaient été appliquées contre lui. Et toutes les injustices dont il était victime, l'abreuyaient de tant d'amertume qu'on pouvait redouter de nouveaux soulèvements. Mais une mauvaise récolte amena dans ce pays, déjà si appauvri, la famine et la plus terrible de ses conséquences, le typhus. Les routes se peuplèrent de fantômes décharnés, — vieillards, femmes, enfants, qui frappaient à la porte des demeures implorant l'aumône d'un morceau de pain. On en voyait qui mangeaient goulûment des épluchures de pommes de terre. Le typhus se propageait avec une rapidité effrayante. Mais les pouvoirs prussiens restèrent insensibles devant tant de détresse. A une réunion organisée en vue de prendre des mesures pour venir en aide à la population, le Commissaire de Gouvernement du district de Rybnik, déclara nettement, que les autorités ne feraient rien pour les victimes, bien qu'il y en ait eu à ce moment plus de 20 000 dans ce seul district. „Des rapports terribles arrivaient de toute part“, écrit un médecin allemand, le dr. Ring, témoin oculaire de ces tragiques événements, „mais il était interdit de les publier. La presse avait reçu la consigne de se taire; seuls quelques journaux libéraux de l'Allemagne du Sud donnaient des descriptions navrantes de ce qui se passait. Bientôt le nombre des malades eut atteint 80 000 sur une population totale de 800 000. Il y eut 16 000 morts dans le seul district de Pless. Les médecins qui accouraient au secours des typhiques, étaient impuissants à les soulager. Le dr. Ring retrace de cet enfer des scènes qui glacent le sang dans les veines. Il trouvait dans des cabanes paysannes des cadavres à moitié décomposés que personne n'avait pu mettre en bière et transporter au cimetière, parce que la terrible maladie n'avait épargné aucun des membres de la famille et que tous attendaient

leur fin avec une indifférence tragique. „J'étais habitué“, dit-il, „au spectacle de la souffrance humaine et le camarade qui m'accompagnait n'était guère un sentimental. Et pourtant, nous étions remués jusqu'au fond de l'ame. En sortant de la dernière de ces mesures, nous nous assimes au bord de la route pour pleurer en silence sur cette détresse indescriptible“.

Et, pour finir, encore une voix allemande:

„La famine et le typhus“, dit la Rheinische Zeitung, „sont les conséquences de l'odieux regime institué dans ce pays par tous ses exploiters, hommes de proie et magnats, ainsi que de l'indolence du gouvernement qui laisse faire avec indifférence tout ce qui ne porte pas atteinte aux sacro-saints droits prussiens et ne trouble pas la paix et le bien-être de ces bons chrétiens de fonctionnaires prussiens. $\frac{2}{5}$ des terres seulement appartiennent en Haute-Silésie aux paysans, et sur ces terres pèsent, en dehors de terribles corvées et charges qu'ils doivent à leurs seigneurs, des impôts, prélevés par l'Etat et l'Eglise, des taxes scolaires, communales et autres. Le propriétaire foncier ne paye, en proportion de ce qu'on réclame au paysan, qu'une faible partie des taxes d'Etat“. „Souvent“, continue le même journal, „lorsque l'unique aliment de cette population, les pommes de terre viennent à manquer, elle est obligée de se nourrir de soupes faites avec des herbes, des racines, du foin volé, de la viande d'animaux abattus. N'ayant rien à manger, les paysans sont néanmoins forcés de travailler pour le chateau et de subir les mauvais traitements du seigneur et de ses administrateurs. Tel a été et tel est encore aujourd'hui le sort de la grande masse de la population polonaise de Haute-Silésie“.

Ainsi se présente le bilan d'un siècle de domination prussienne dans cette province.

II.

L'histoire nous apprend, que ce siècle fut marqué par un assez sensible abaissement du niveau intellectuel du peuple haut-silézien. „Et pourtant“, dit le Consistorialrat Richter, „ce peuple est non seulement apte à une culture plus élevée, mais encore, sur cent personnes, il y en a toujours au moins vingt, qui, grace à leurs dons naturels, pourraient arriver plus facilement que les autres paysans à comprendre et à s'assimiler les matières qui leur sont enseignées. Mais pour que ces dons eussent pu se développer, il eût fallu que le gouvernement prussien ordonnât de leur donner l'instruction dans leur langue maternelle, qu'ils aient des instituteurs connaissant à fond le polonais“. Mais le gouvernement n'avait qu'un but: la germanisation du pays. „Il ne faudra même pas un demi-siècle, affirma triomphalement un de ses hauts fonctionnaires, „pour exterminer ici l'élément polonais“. Et bien que le ministre de l'instruction publique, Allenstein, ne se fût pas prêté en théorie à ces projets, on les mettait en oeuvre dans la pratique. En 1824, il existait en Haute-Silésie 282 écoles, avec l'enseignement en polonais et en allemand, 199 avec l'allemand seulement et 131 avec le seul polonais. En 1827, il y avait déjà 230 écoles purement allemandes et seulement 70 polonaises. Les autorités n'employaient plus dans les documents administratifs que la langue allemande. Une seule exception était faite à cette règle: une fois par an, une affiche en polonais rappelait aux habitants que tout homme apte au service militaire, devait l'accomplir, même s'il était marié.

Le souffle d'idéalisme qui passait sur l'Allemagne en 1848, éveilla aussi des espérances dans les coeurs des Hauts-Siléziens polonais. Ils purent envoyer au Parlement de Berlin deux députés qui s'y joignirent aussitôt à la fraction polonaise. L'un d'eux, l'abbé Szafranek, y entre-

prit immédiatement une lutte énergique pour la défense de la langue polonaise. Se référant à la déclaration de l'Assemblée nationale de Francfort qui assurait à toutes les nationalités non-allemandes des droits égaux pour leur langue à l'école, à l'église, devant les tribunaux, dans l'administration, il déposa à la Chambre une pétition des Hauts-Silésiens polonais demandant pour leur langue la défense et la protection de la loi. Elle était signée par 200 maires au nom de plus de 500 000 Hauts-Silésiens polonais. Sous l'impulsion des idées généreuses, qui semblaient animer à ce moment tous les esprits, le gouvernement se rendit à ses arguments et envoya à Opole (Oppeln) le Schulrat Bogedain, qui réorganisa l'école primaire, en y restituant à la langue maternelle des enfants la place qui lui était due. Homme de bien et pédagogue conscient de la noblesse de sa tâche, Bogedain voulait que „l'école format l'homme au point de vue religieux et moral et ne fût pas une simple institution de dressage“. La langue maternelle devait y constituer „l'atmosphère de la vie“. Se conformant à ces principes, il donna aux petits Hauts-Silésiens une école polonaise et introduisit le polonais même dans les écoles normales pour les instituteurs. Son passage en Haute-Silésie, y marqua une détente, hélas, brève, au moins dans le domaine scolaire. Mais l'esprit prussien devait bientôt redevenir victorieux de tous les idéalismes. Déjà en 1863, le gouvernement ordonnait l'enseignement en allemand, dès la deuxième année d'études, exception étant faite pour le seul catéchisme. Bientôt se fut pire encore. Après 1871, l'enivrement de la victoire déchaîna les plus mauvais instincts du Prussien triomphant. Il devait fouler désormais aux pieds les droits des nationalités soumises à son pouvoir. Son orgueil ne voulait plus admettre qu'elles puissent continuer à exister à l'intérieur de l'Etat allemand, et une germanisation à outrance lui semblait le moyen le plus sûr de les faire disparaître.

La Haute-Silésie était, de toutes les provinces qu'il avait annexées, la plus épuisée au point de vue économique et social, et, en raison de cela, descendue à un niveau



intellectuel plus bas que toutes les autres. C'est donc là qu'il décida de frapper le premier coup. En 1872, on introduisit sur tout le territoire de cette province l'école primaire allemande. Les protestations qui s'élevèrent de toutes parts restèrent sans effet. En fidèles serviteurs du régime, les instituteurs travaillaient à arracher de l'âme de leurs élèves tout sentiment polonais, à leur rendre suspectes les idées de leurs parents. Mais le moyen le plus sûr de germaniser le peuple, semblait être de s'assurer le concours du clergé catholique. Avec la nomination de l'archevêque Kopp (1887), le gouvernement gagnait un instrument docile de ses desseins. Seule la religion était encore enseignée dans la langue maternelle des enfants. Dès 1890, l'archevêque décrétait que les cours préparatoires pour la confession et la communion se feraient désormais partout en polonais et en allemand et recommandait de se servir de préférence de cette dernière langue et de traiter, en général, tous les enfants comme s'ils étaient issus de parents allemands. Les prêtres fondaient des associations religieuses et des bibliothèques paroissiales allemandes et ne se servaient que de l'allemand dans leurs rapports avec leurs paroissiens. Toute la presse polonaise combattait avec énergie cette odieuse politique soutenue par ceux qui auraient dû être les guides spirituels du peuple. Le journal „Górnoślązak“ („Le Haut-Silésien“) fondé en 1901 par W. Korfanty, actuellement président du Comité plébiscitaire polonais pour la Haute-Silésie, se signala particulièrement par la vigoureuse campagne qu'il mena inlassablement contre elle, s'attirant les foudres de l'autorité archiépiscopale. Les lecteurs mêmes de la vaillante feuille étaient l'objet des persécutions les plus mesquines; on allait jusqu'à leur refuser l'absolution au confessionnal. Avant les élections, des discours enflammés tombaient du haut de la chaire contre les candidats polonais.

Cette alliance de l'Église avec ses persécuteurs ébranlait la confiance du peuple polonais dans le clergé. Mais il était guetté de tous côtés par les germanisateurs. Pendant son service militaire, rien n'était épargné pour lui inculquer

l'esprit allemand. Au sortir de l'école, on l'attirait dans les sociétés sportives, à des réunions récréatives ou instructives, au théâtre allemand, créé spécialement dans des buts de propagande. 1200 bibliothèques populaires allemandes avec 315 000 livres devaient apprendre au peuple polonais à s'assimiler les façons de penser allemandes.

Les grands propriétaires terriens et les potentats de l'industrie avaient toujours professé le principe qu'ils représentaient en Haute-Silésie „les sentinelles avancées du germanisme contre le slavisme“. Lisons là-dessus les épanchements du „Manuel de la Région Industrielle de Haute-Silésie“ (Handbuch des Oberschlesischen Industriebezirks, 1913). „La Haute-Silésie doit être considérée aujourd'hui et rester à l'avenir l'un des centres les plus importants de la lutte du germanisme contre l'élément polonais. Dans cette lutte, l'industrie minière haute-silésiennne qui est essentiellement et entièrement allemande (?) constitue indéniablement le bastion le plus puissant et le soutient le plus sûr du germanisme. Elle sert tout aussi efficacement, quoique d'une manière indirecte, les intérêts nationaux allemands, en occupant dans ses entreprises des milliers d'ingénieurs, de techniciens et d'employés allemands et en attirant d'autres du fond de l'Empire, en qualité de représentants de diverses maisons allemandes. Tout en augmentant ainsi la proportion numérique de l'élément allemand, ces hommes facilitent aux municipalités hautes-silésiennes la création d'écoles populaires modèles et d'autres établissements d'enseignement où on cultive la langue, l'histoire et l'esprit allemand et où on élève les jeunes générations pour la patrie allemande“.

Ainsi, même les institutions qui partout ailleurs ont uniquement en vue le bien de la population devaient, en Haute-Silésie, servir surtout à combattre les Polonais et à étouffer chez eux le sentiment national. La Prusse la traitait, selon les paroles d'un écrivain allemand, le dr. Fischer, comme une colonie et sa population comme une

peuplade coloniale destinée à disparaître. L'administration de cette colonie était exclusivement confiée à des fonctionnaires prussiens n'ayant rien de commun avec le pays et qu'un autre écrivain allemand, le prof. W. Foerster définit en ces termes: „Nulle part au monde, on n'aurait pu trouver tant d'hommes prêts dans l'intérêt de l'Etat à toutes les vilenies et à toutes les bassesses, et cela sans aucuns scrupule ni aucune restriction“. Un Haut-Silézien, même s'il se considérait comme Allemand, ne pouvait prétendre à un emploi qui eût pu lui donner une autorité quelconque. Quant aux Hauts-Siléziens polonais, ils n'obtenaient que des postes tout à fait subalternes, et encore à condition de renier leur nationalité. D'autre part, les pouvoirs usaient de tous les moyens en leur disposition, pour que les professions liberales fussent surtout exercées par des Allemands, venus de différentes provinces du Reich, et plus particulièrement des Prussiens. Grands industriels, prêtres, fonctionnaires, médecins, avocats, ils affirmaient tous remplir une „mission“ en cherchant à faire rapidement, dans ce pays „colonial“, une carrière brillante ou à se constituer une fortune. Tout Allemand, qui montrait des sympathies à la population indigène, était sûr de perdre son poste.

*L'accès de toutes les situations, tant soit peu avantageuses, étant fermé aux Polonais, la population polonaise de la Haute-Silésie est restée dans sa grande majorité ouvrière et paysanne. L'élément intellectuel n'y représente qu'une proportion relativement réduite. Si pourtant au moins cette grande masse ouvrière qui crée la richesse du pays recevait des salaires correspondant à l'effort fourni. Mais ils ont toujours été sensiblement inférieurs à ceux payés dans les autres provinces du Reich. Ainsi, en 1910, le salaire annuel moyen d'un ouvrier en Westphalie et en Rhénanie représentait 1382 marks. En Silésie, il n'était que de 966 marks, c'est à dire inférieur d'un tiers. En 1916, les mineurs de l'ouest touchaient par an 2207 marks, ceux de Haute-Silésie 1453 marks seulement. Logés plus mal

que partout ailleurs, ils enduraient, de plus, de la part de leurs dirigeants et surveillants de tous grades les plus mauvais traitements. Les injures, et même les coups, étaient chose coutumière. Formant les $\frac{3}{4}$ de la population ouvrière de la province, les Polonais rencontraient les plus grandes difficultés pour pouvoir s'organiser, pendant que la minorité ouvrière allemande bénéficiait de tous les avantages des lois sur les organisations professionnelles. Les hommes de confiance des associations ouvrières polonaises se voyaient constamment intenter des procès ou imposer des amendes. Pendant des dizaines d'années, la police interdisait aux propriétaires de salles de louer celles-ci aux ouvriers polonais et empêchait ces derniers, par tous les moyens, de tenir leurs réunions. Enfin le „Sprachenparagraph“ limitait l'emploi de la langue polonaise aux districts où il y avait plus de 60% de Polonais. Mais ce n'est pas tout encore. L'Ostmarkenverein, fondé en 1894, sévissait en Haute-Silésie comme dans toutes les autres provinces conquises, multipliant contre l'élément polonais les lois d'exception. Il entretenait une armée d'espions et de provocateurs, poussant les Polonais à des excès pour les dénoncer ensuite à la police. Dix ans après qu'il fut créé, et notamment en 1903, le gouvernement, décidé à stimuler encore davantage le zèle des germanisateurs, était pour les fonctionnaires dans les provinces conquises la fameuse „Ostmarkenzulage“ — indemnité des marches de l'Est. C'était ouvrir plus largement encore la porte à toutes les chicanes, tracasseries administratives et dénonciations. A la plus basse corruption aussi, ainsi qu'ont été obligés d'en convenir les socialistes prussiens eux-mêmes.

La Prusse se vante d'avoir apporté à la Haute-Silésie la culture. Nous avons vu comment elle y en a propagé les bienfaits. Un écrivain allemand, Weber, se dit forcé de constater que, pendant le premier siècle de domination prussienne, le niveau intellectuel de la Haute-Silésie a baissé sous le régime d'oppression institué par le conquérant. Ce régime pouvait tuer chez la population polonaise la foi dans la morale, le

droit et la justice; il fut un attentat de tous les instants contre ses biens spirituels les plus précieux, contre sa langue, sa nationalité, la manière dont elle voulait pratiquer sa religion. Il fut un monstrueux défi à la liberté de la pensée et il a continué à l'être jusqu'à nos jours. Enfin, il précipita les Polonais hauts-silésiens dans la misère et la détresse, bien qu'ils vivent sur un sol qui produit, depuis des siècles, des richesses incalculables.

Mais, malgré tous ses efforts, il ne réussit pas à les dénationaliser. Bien au contraire même: plus le maître prussien resserrait l'étreinte espérant étrangler sa victime, et plus la population haute-silésiennne polonaise mûrissait à la conscience du fait que son développement national, économique et intellectuel ne saurait se poursuivre normalement dans les cadres d'un Etat étranger. Elle le savait par une expérience trop longue et trop amère. Et, dans cette aspiration à s'affranchir du joug étranger, elle rejoignait toutes les autres provinces polonaises qui pliaient sous ce joug. Elle concevait de plus en plus nettement, que le salut était dans la réalisation de l'unité nationale dans un Etat polonais indépendant. Cette idée commença à se manifester chez elle avec une force singulière dès les dernières années du siècle passé. Quoique baillonnée par les pouvoirs, la presse fit de son mieux pour l'affermir dans ce sentiment, et plus particulièrement le *Górnoślazak*, déjà mentionné plus haut et le journal socialiste, la „*Gazette ouvrière*“. Et cette franche adhésion à la patrie polonaise, s'exprima avec éloquence lors des élections au Parlement de 1907. Malgré la terrible pression exercée par toutes les autorités sur tous leurs subordonnés, près de 115 000 Hauts-Silésiens donnaient leurs suffrages aux candidats polonais.

Pendant la guerre de 1914—1919, la Haute-Silésie a dû fournir un contingent plus fort que toutes les autres provinces de l'Empire. Ses fils furent jetés dans les batailles les plus sanglantes pour défendre la cause de leurs oppresseurs contre les amis de la Pologne et contre leurs propres frères. Toutes les manifestations de la vie polonaise furent

supprimées. Les dirigeants des associations politiques et professionnelles, les rédacteurs de journaux étaient arrêtés comme „espions“. La Gazette Ouvrière fut complètement suspendue, les autres publications étaient soumises à une censure des plus sévères. Si un journal se permettait d'écrire dans un communiqué „l'armée allemande“, il était immédiatement suspendu. Les seules formules admises étaient „notre armée“, „notre armée victorieuse“. Et pour les besoins de cette „armée victorieuse“ l'ouvrier polonais, mal payé, mal nourri, exploité encore et toujours, travaillait dans les mines, les usines et les forges jusqu'à II heures par jour!

Tel est le bilan de ce que la Prusse a donné à la Haute-Silésie, depuis 1742 jusqu'à la chute du régime monarchique. Nous montrerons dans le chapitre suivant les bienfaits dont elle jouit sous le régime socialiste.

III.

L'Allemagne vaincue acceptait les conditions de l'Entente et les 14 points du président Wilson dont le 13^{me} accordait à l'Etat polonais reconstitué toutes ses anciennes provinces habitées par une population en majorité polonaise. Il eût donc semblé que l'attribution à cet Etat de la Haute-Silésie, aux $\frac{3}{4}$ polonaise, ne pouvait être mise en doute. L'Oberschlesische Zeitung constatait à ce moment qu'en souscrivant au programme de Wilson, l'Allemagne reconnaissait implicitement le droit de la Pologne à la Haute-Silésie. Pour la population même de cette province, ce droit était indéniable. Dans toutes les parties de son territoire, ce fut un élan unanime vers la patrie renaissante. Des centaines de réunions organisées partout affirmaient sa volonté ardente d'être de nouveau rattachée au tronc natal.

Soulevée de joie et d'émotion et oubliant généreusement les griefs qu'une persécution séculaire avait accumulés dans leurs coeurs contre l'Allemagne, les Hauts-Silésiens la félicitaient, dans des discours prononcés à ces réunions d'avoir secoué le joug du militarisme prussien et de redevenir une nation libre. Mais ils exigeaient en même temps la suppression des lois antipolonaises, encore en vigueur, et demandaient pour la population polonaise l'égalité absolue de droits dans tous les domaines jusqu'au moment où la Conférence de la Paix décréterait des solutions définitives. Enfin, ils adressaient aux Allemands un appel chaleureux de ne pas provoquer inutilement les Polonais par des vexations mesquines.

Mais à toutes ces demandes, pourtant si justes, ils ne reçurent aucune réponse. Revendiquer quelque chose à la Prusse, au nom de la justice, c'est déjà, pour la mentalité prussienne, porter atteinte à ses droits, ainsi que le fait observer fort judicieusement un pédagogue allemand. L'es-

prit prussien restait vivace, même après la défaite et, depuis un demi-siècle, tout le peuple allemand en était malheureusement imprégné.

Malgré une étiquette révolutionnaire, le nouveau gouvernement ne le cédait en rien à l'ancien, lorsqu'il s'agissait de ces provinces conquises dont les junkers et les fonctionnaires prussiens, les potentats de la finance et de l'industrie croyaient avoir pris possession à jamais. Pendant leur règne éphémère, les conseils des ouvriers et des soldats témoignaient aux Polonais la même hostilité que les junkers les plus authentiques et avaient contre eux recours aux mêmes violences. D'autre part, les exploiters du peuple haut-silésien qui, pendant un moment, avaient redouté pour eux les conséquences d'une révolution, s'étaient très vite ressaisis et recommençaient de parler en maîtres. Dans leur rage de voir ce peuple se prononcer ouvertement pour le retour à la Pologne, les grands industriels décidaient le renvoi de tous les ouvriers et employés polonais, non-originares de Haute-Silésie qui, à leur avis, entretenaient chez la population ces idées subversives. Mais lorsque les ouvriers, à leur tour, commencèrent à protester contre le maintien de ceux de leurs supérieurs qui les avaient odieusement maltraités pendant la guerre et à les déposer eux-mêmes, ce fut dans toute la presse allemande, toujours pleine d'un touchant accord pour attaquer les Polonais, une explosion d'indignation devant tant d'insolence et un immense cri d'alarme contre le danger polonais.

Le socialiste indépendant Haase qui faisait à ce moment partie du ministère prussien, vint constater sur place ce qu'il y avait de vrai dans ces allégations. „On m'a dépeint, dit-il, le danger polonais sous les couleurs les plus sombres. Or, j'ai pu me convaincre que personne ne songeait ici à troubler la paix intérieure“. Il flétrit également, comme il convenait, l'attitude des autorités à l'égard de l'ouvrier polonais trouvant inadmissible „qu'un travailleur pût être blessé dans sa dignité humaine par les injures d'un employé“. Enfin, il signifia au président du gouvernement d'Opole (Oppeln), en termes très précis, qu'il ne s'agissait

plus aujourd'hui d'accorder aux Polonais telle ou telle concession, par pure condescendance: il fallait leur octroyer tous les droits dont jouissaient les Allemands et établir avec eux des rapports de confiance réciproque.

Mais des hommes comme Haase étaient des isolés et leur voix restait sans écho. D'une manière générale, les socialistes, tout comme les réactionnaires et, malgré leur prétendue adhésion aux principes du Président Wilson, se refusaient à admettre que la Haute-Silésie osât prétendre à se séparer de l'Allemagne. Et lorsque les réunions polonoises se multipliaient de plus en plus, lorsque les Hauts-Silésiens envoyèrent des délégués à la Diète provinciale de Poznań pour les faire participer à la création d'un Conseil national supérieur destiné à défendre les intérêts polonais à l'intérieur de l'Empire, socialistes et réactionnaires mirent tout en oeuvre pour détruire chez eux l'illusion que la Prusse se déciderait jamais, de bon gré, à leur permettre de disposer de leur sort.

La grande industrie se montrait à un moment disposée à accorder aux ouvriers la journée de huit heures, si les syndicats consentaient à se prononcer contre le rattachement de la Haute-Silésie à la Pologne. Mais son plan échoua, grâce à la fermeté des associations ouvrières polonaises comptant environ 155 000 membres et représentant à peu près les $\frac{3}{4}$ du total de la population ouvrière de la Haute-Silésie. Dès lors, on n'épargna plus rien pour terroriser les Polonais et soulever en même temps contre eux l'opinion publique, en les dépeignant comme des fomentateurs de troubles et de guerre civile. Les revendications purement économiques des travailleurs étaient dénoncées comme des manoeuvres suspectes des agitateurs polonais. Les ouvriers qui réclamaient le renvoi des chefs dont ils avaient eu à se plaindre pendant la guerre, étaient renvoyés en masse. Il y eut des cas où tout le personnel ouvrier d'une usine était congédié pour avoir déposé un supérieur, en raison des mauvais traitements qu'il avait infligés à ses subordonnés pendant de longues années. Enfin, se conformant toujours fidèlement aux méthodes prussiennes, on se

hata de tirer profit de ces grèves, tout-à-fait partielles et sans aucun caractère politique, pour prendre contre les Polonais des „mesures“ soi-disant commandées par le souci de l'ordre et de la sécurité publique. Prétextant de la nécessité de protéger les mines, le gouvernement inonda la Haute-Silésie de troupes du Heimatschutz et du Grenzschutz qui devaient défendre les frontières de l'Est „contre les éléments redoutant la clarté du jour et contre les bandes polonaises“. C'est ainsi que la Prusse motivait officiellement l'envoi en Haute-Silésie de cette soldatesque qui devint pour le pays un véritable fléau semant partout la terreur et qui dépassa même les prévisions les plus hardies du gouvernement.

En même temps, dès les premiers jours de novembre 1918, était fondée à Opole (Oppeln), sous le nom de *Freie Vereinigung zum Schutze Oberschlesiens* (Association libre pour la protection de la Haute-Silésie), un foyer central de propagande allemande, avec un budget de plus de 5 millions de marks par mois. A la tête de cette institution, dirigée par la grande industrie, d'accord avec la Chambre de commerce d'Opole et créée aux fins de gagner à l'Allemagne des voix polonaises par tous les moyens possibles et, au besoin, par la corruption, étaient placés deux rénégats, le dr. Scheffzyk et l'assesseur Strzoda, dans l'espoir que leurs noms polonais inspireraient confiance aux naïfs et aux ignorants. Un fonctionnaire prussien, le juge Ernst d'Opole, y jouait le rôle le plus important. La Pologne était pour Ernst, „un cadavre dont la puanteur montait jusqu'au ciel“. Cette phrase prononcée dans un de ses discours, montre assez l'esprit qui animait la „Freie Vereinigung“. C'est dans cet esprit que des milliers d'agents prussiens, payés et non-payés, devaient travailler à étouffer chez les Hauts-Silésiens polonais les aspirations nationales.

Dans toute la campagne haute-silésiennne, si essentiellement polonaise, la *Freie Vereinigung* faisait répandre des insinuations perfides sur les inconvenients qui résulteraient pour le pays de son attribution à la Pologne. Ses hommes de confiance, instituteurs et fonctionnaires de tous

grades, étaient chargés de dresser pour tout le territoire haut-silézien des listes d'habitants „indiscutablement“ polonais, en même temps que celles de la population allemande. Une liste spéciale devait contenir les noms de tous les chefs et patriotes polonais, hommes et femmes, avec des indications sur leur situation matérielle, pour qu'on puisse, le cas échéant, tenter de les corrompre.

Lorsque toute la machine anti-polonaise, les organisations de la Freie Vereinigung et la soldatesque du Grenzschutz et du Heimatschutz, — fut mise en mouvement, le Président du Gouvernement d'Opole (Oppeln), sûr de pouvoir tout oser, décréta de son autorité personnelle, donc illégalement, une loi sur le crime de haute trahison dirigée contre l'élément polonais. Le 1-er Janvier 1919, on pouvait lire dans toute la Haute-Silésie: „Toute tentative de détacher la Haute-Silésie du Reich allemand, sera considérée comme crime de haute-trahison. Seront rangées dans la même catégorie de forfaits: la participation éventuelle aux élections à la Diète polonaise et toute activité en vue de préparer lesdites élections; la perception de l'impôt national polonais et la création en Prusse d'une „garde populaire“ polonaise. La police s'opposera à ces tentatives par les moyens les plus énergiques à sa disposition, en se saisissant immédiatement des personnes coupables de délits indiqués ci-dessus et en les livrant à la justice“.

Il est presque inutile d'expliquer qu'aucun de ces délits n'était considéré par le code prussien en vigueur comme crime de haute-trahison. La population polonaise l'eût commis uniquement en cherchant à détacher la Haute-Silésie de l'Allemagne par la violence. En ce qui concerne les élections à la Diète de Varsovie, elle ne songeait même pas à y prendre part. Si elle avait institué une espèce de contribution nationale, il ne s'agissait là que de dons volontaires pour des organisations destinées à la protéger. Les Allemands prélevaient, en toute liberté, des contributions analogues. Enfin, la création d'une garde polonaise, si une garde pareille eût été formée quelque part, n'aurait pu être

classée non plus parmi les crimes de haute trahison. Mais il fallait sanctionner par un simulacre de loi la politique de terreur et de violence qu'on allait inaugurer en Haute-Silésie.

Dès leur arrivée dans cette province, le Grenzschutz et le Heimatschutz s'étaient signalés par des actes de brutalité qui permettaient de redouter de leur part les pires excès. La soldatesque arrête à Wlochy (Wallendorf) l'abbé Robota, cherche à troubler des réunions polonaises, malmène à Olesno (Rosenberg) l'abbé Kuczka. Mais ce ne sont au début que des faits isolés. Ce sera bientôt l'application d'un système.

Aussitôt après la publication de la fameuse ordonnance du Président du gouvernement d'Opole, dans la nuit du 2 au 3 janvier 1919, un détachement de 50 soldats bavarois attaque les demeures et les magasins des habitants polonais de Lubliniec, brisant les vitres à coups de pierre et tirant des coups de feu, fait irruption dans les appartements, fouille, tire, menace et perquisitionne partout. Cette rage de destruction dure trois jours. Certains Polonais ne réussissent à sauver leur vie qu'en prenant la fuite et ne peuvent, pendant des mois entiers, réintégrer leur domicile, recevant toujours des menaces de mort. Les autorités locales, pas même le commandant de la ville, ne font rien pour les protéger. Le 12 janvier, la terreur commence à sévir à Opole. Soldats et civils, traînent deux Polonais jouissant de l'estime générale à une réunion socialiste où on les insulte et leur crache à la figure, au milieu des cris: „Tuez les! Il faut les pendre!“ Finalement, on les emprisonne, soi-disant pour les protéger, et on les contraint à s'engager à quitter Opole. Un journal du centre ayant lancé la bourde grotesque que les Polonais d'Opole auraient reçu des bolchevistes 6 millions de marks pour leur propagande, la soldatesque et les sans-travail vont d'une banque polonaise à l'autre, et de maison en maison, perquisitionnant partout et écumant de rage de ne rien trouver. Les perquisitions s'étendent sur tout le district. On interdit les représentations théâtrales polonaises. La soldatesque

fait, à Opole, irruption dans la salle où se tient une réunion du Conseil national polonais (Rada ludowa), le dissout et arrête le membre du Conseil qui la présidait. Une plainte est déposée contre la Banque agricole (Bank rolników), parce qu'on peut y verser l'impôt national polonais. Dans le district industriel, on arrête un ouvrier accusé de recueillir des dons pour le même impôt; un autre subit le même sort pour avoir lu à une réunion le 13^{me} point du programme du Président Wilson; un chef ouvrier polonais est également jeté en prison. On ne les relache tous les trois que sous la pression de la masse ouvrière. A Królewska Huta (Königshütte), le Grenzschutz tire sur une manifestation ouvrière organisée pour obtenir une augmentation de salaires. Il y a des tués et des blessés. Le gouvernement profite de cette manifestation pour proclamer dans le district industriel l'état de siège, mesure dirigée nettement contre la population polonaise. C'est que les élections aux Constituantes allemande et prussienne approchent et qu'on tient à supprimer toute propagande et agitation polonaise.

Les Polonais avaient décidé de ne pas prendre part à ces élections et de prouver ainsi qu'ils ne voulaient pas que la Haute-Silésie restât à l'Allemagne. Par contre, les Allemands tenaient essentiellement à les attirer aux urnes, pour se prévaloir ensuite devant l'Entente de leur participation au vote. Ils mirent donc en oeuvre tous les moyens à leur disposition et, en premier lieu, firent appel au clergé catholique qui, depuis l'avènement de l'archevêque Kopp (1887), servait, hélas, fidèlement les desseins du gouvernement.

Le rôle des représentants de l'Eglise lors de ces élections, fut des plus répréhensibles. Le peuple haut-silézien est profondément croyant. Le clergé, allemand dans sa grande majorité, abusa de son ascendant sur lui en l'obligeant à voter, en le traînant presque aux urnes. Tel fut le cas pour la plupart des femmes qui, sur les injonctions de leurs guides spirituels, donnèrent leurs

suffrages aux candidats du centre, défenseurs de la foi catholique, car ce furent les femmes qui fournirent en Haute-Silésie le gros du contingent des votants. Elles s'entendaient dire par leurs confesseurs qu'ils leur refuseraient l'absolution, si elles s'abstenaient de voter, elles étaient menacées de toutes les peines de l'enfer. L'évêque de Breslau publia une circulaire où la participation au vote était présentée comme le devoir de tout vrai catholique, la foi romaine étant sérieusement menacée. Des prêtres expliquaient aux fidèles que le rattachement de la Haute-Silésie à la Pologne étant une chose certaine, ils pouvaient, sans porter préjudice à la cause polonaise, donner leurs suffrages aux candidats du centre. Un curé fit jurer à ses paroissiens polonais qu'ils ne manqueraient pas de le faire pour aider les catholiques allemands. Le clergé n'hésita même pas d'avoir recours au mensonge, affirmant, entre autres, que l'archevêque de Poznań, c'est à dire d'un diocèse détaché définitivement de la Prusse, recommandait aux Hauts-Silésiens d'aller aux urnes.

Le Grenzschutz sévissait en même temps sur toute l'étendue du pays répandant partout la terreur. La fameuse ordonnance sur le crime de haute trahison était affichée dans toutes les communes, rappelant aux habitants qu'ils vivaient sous un régime d'exception. Les agents de la *Freie Vereinigung*, les fonctionnaires et les instituteurs suggéraient à la population qu'en s'abstenant de voter, on tombait sous le coup de cette ordonnance. Deux jours avant les élections, la presse allemande, la *Schlesische Volkszeitung* en tête, annonçait avec joie d'autres mesures de violence contre ceux qui, dans les provinces frontières, et en particulier en Haute-Silésie, montraient des vellétés de séparatisme. La veille du vote, on arrêta dans les districts de Lublinietz, d'Olesno, ailleurs encore tous les chefs polonais sur lesquels on avait réussi à mettre la main.

Néanmoins, et malgré la terreur, la violence, les persuasions, la menace de tous les chatiments du ciel, il y eut sur 1 411 000 ayants-droit au vote 468 000 a b s t e n -

tions. Sur 663 000 votants, 190 000 voix environ étaient données par des districts incontestablement allemands et moraviens. Il restait donc pour la Haute-Silésie polonaise 473 000 votants. Mais nous avons vu que la plupart des suffrages furent en quelque sorte arrachés à la population par le clergé.

C'est dans la même atmosphère de terreur, d'intimidation et de pression qu'eurent lieu, quelques jours plus tard, le 26 janvier 1919, les élections à la Constituante prussienne. L'évêque de Breslau lança un nouveau mandement pour enjoindre aux fidèles de prendre part au vote. Il se trouva des prêtres qui n'hésitèrent pas à conduire eux-mêmes aux urnes électorales des rangs serrés de femmes, de crainte qu'elles ne se dérobaient au dernier moment à l'accomplissement du „devoir“ sacré qu'ils leur imposaient. Néanmoins, il y eut déjà 494 000 abstentions. Et lorsque l'Allemagne osa affirmer triomphalement que les résultats des élections exprimaient le vœu de la population de rester rattachée à l'Empire, ce fut chez les Hauts-Silésiens une telle explosion d'indignation que beaucoup de decanats se virent obligés de faire publiquement la déclaration que leurs paroissiens avaient pris part au vote pour „attester leur dévouement à l'Eglise catholique et non point leurs sentiments nationaux“.

D'autres mesures de violence encore étaient prises contre la population polonaise entre les deux élections. Il était dans les plans du gouvernement „révolutionnaire“ de se débarrasser de tous les chefs polonais en Haute-Silésie. Le Conseil central des ouvriers et soldats de Katowice décida, le 23 janvier 1919, de les mettre tous sous les verrous. Dès le lendemain, en effet, on arrêta, sur l'ordre du commandement militaire, M. Czajla de Bytom (Beuthen), président de l'Union des Conseils nationaux polonais accusé d'être allé à Paris pour y conférer avec les représentants de l'Entente. La fausseté de cette accusation n'avait même pas besoin d'être démontrée, M. Czajla ne s'étant point absenté de Bytom depuis plusieurs mois. Toutefois, une délégation polonaise s'était rendue à Paris pour y présen-

ter l'état réel des choses en Haute-Silésie et demander que celle-ci fût rattachée à la Pologne, comme une province habitée par une forte majorité polonaise, en application du 13^{me} point du président Wilson, solennellement reconnu par l'Allemagne. Les membres de la Délégation furent inculpés de haute trahison, bien qu'ils ne se fussent pas écartés de la stricte légalité et qu'ils n'eussent songé à aucun moment à détacher la Haute-Silésie de l'Allemagne par la force. Les pouvoirs civils, rivaillant de zèle avec l'autorité militaire, ce fut de nouveau toute une série d'arrestations, de perquisitions, de saisies et confiscations de dossiers. La presse aveuglée par la haine contre les Polonais, attisait le feu.

— — — — —

Une ordonnance parue le 24 janvier 1919 et accordant le droit de suffrage à tous les habitants, sans distinction de sexe, prescrivait les élections communales dans toute la Prusse. Elles devaient se produire dans le courant de février et être terminées au plus tard le 2 mars. Mais dès le 31 janvier, une disposition additionnelle les supprimait pour la Haute-Silésie, vu qu'elles "pourraient donner lieu à des conflits dans des territoires avec une population mélangée". Le social-démocrate Hørsing, président du Comité central de Katowice, dont la poigne pesait durement sur le pays, défendit énergiquement cette mesure d'exception, sous prétexte qu'on ne parviendrait pas „dans un délai aussi bref à renseigner suffisamment la population sur ses droits et devoirs et que les élections risquaient de donner, dans ces conditions, une image absolument inexacte des relations existantes". Mais, en réalité, on redoutait, avec raison d'ailleurs, que le résultat de ces élections ne fût favorable aux Polonais¹⁾. Le gouvernement voulait donc, en les

1) Elles eurent lieu au mois de Novembre 1919 et, malgré la pression qui continuait à s'exercer, donnèrent pour le territoire plébiscitaire 6882 conseillers polonais contre 4373 conseillers allemands. Le gouvernement ne se hâta pas de publier ces chiffres.

ajournant, gagner du temps pour remettre en oeuvre ses moyens d'action habituels, confiant qu'il réussirait une fois encore à fausser l'expression de la volonté populaire en terrorisant les uns et en subornant les autres.

Les actes de sauvagerie et de violence à l'égard des Hauts-Silésiens polonais commencèrent à se multiplier tellement et soulevaient une telle indignation, que le sous-commissariat du Conseil supérieur national polonais se vit forcé de publier des appels pour engager la population à garder le sang froid et le calme et à ne pas se laisser provoquer par les agitateurs prussiens. La note anglaise adressée à l'Allemagne et lui signifiant de ne pas défier les Polonais à l'intérieur de l'Etat, n'eut d'autre effet qu'une réponse qui, comme toujours, niait les faits les plus évidents, affirmait que les provocations ne venaient que des Polonais et enfin assurait que satisfaction avait été donnée à tous leurs voeux. „L'emploi de la langue polonaise, y était-il dit entre autres, est autorisé dans la plus large mesure“.

Il n'est pas sans intérêt de montrer comment se présentaient en réalité les libertés accordées aux Polonais dans ce domaine.

Aux termes d'une ordonnance du 31 décembre 1918, l'enseignement du catéchisme devait être fait aux enfants polonais dans leur langue natale. De plus, en tant que leurs parents en exprimaient le désir, les instituteurs étaient obligés de leur apprendre à lire et à écrire cette langue. Mais l'ordonnance en question ne parut que dans le „Amtliches Schulblatt“, journal officiel de l'enseignement, et les parents polonais en ignoraient totalement l'existence. La presse allemande qui s'étendait complaisamment sur toutes les mesures d'exception prises contre les Polonais, ne soufflait mot de cette réforme. Elle ne fut connue du public qu'au mois de février. Comme il fallait s'y attendre, les instituteurs étaient peu enclins à apprendre à leurs élèves une langue pour laquelle ils professaient eux-mêmes ouvertement le plus profond mépris. Les enfants dont les parents en réclamaient l'enseignement, étaient raillés, rabroués, injuriés. On forçait les pauvres petits d'écrire eux-mêmes

à l'école des déclarations conçues comme suit: „Je ne désire pas que mes enfants apprennent le polonais“ et de les faire signer à leurs parents. La méthode prussienne de „persuasion par la violence“ était appliquée dans toute son étendue. Et c'est miracle s'il y eut des enfants qui s'obstinèrent quand même à apprendre leur langue maternelle, lorsqu'on songe aux chicanes auxquelles ils s'exposaient de ce fait. Soucieux de les leur éviter, beaucoup de parents renonçaient pour leurs petits à cet enseignement, se disant que la Haute-Silésie devant être rattachée à la Pologne, ils en jouiraient bientôt en toute liberté.

Mais si les instituteurs ne consentaient à introduire la langue polonaise dans les écoles primaires qu'à leur corps défendant, s'ils s'y soustrayaient même sous tous les prétextes possibles, on les voyait par contre se livrer avec le plus grand zèle à une active propagande anti-polonaise. La „Freie Vereinigung“ recrutait parmi eux ses meilleurs agents. Dans des réunions organisées par elle, d'un bout à l'autre du territoire haut-silésien, ils menaient contre tout ce qui est polonais, de concert avec les autres agitateurs prussiens, une campagne de mensonges et de calomnies aussi odieuses que perfides. Les réunions avaient lieu malgré l'état de siège qui n'était dirigé que contre les Polonais. Le Grenzschutz veillait à ce que les orateurs pussent déverser leur venin sans être troublés par des importuns. A la fin de ces réunions, on formulait des résolutions déclarant que les communes où elles avaient été tenues désiraient rester à l'Allemagne. Les Polonais qui s'y rendaient pour protester contre ces procédés, étaient malmenés, poursuivis, appréhendés.

En même temps, la Haute-Silésie était inondée de pamphlets, d'appels, de proclamations où la Pologne était représentée comme un pays ruiné matériellement et plongé moralement dans la plus abjecte perversion. A toutes les familles polonaises, on envoyait gratuitement le journal „Dzwon“, (Cloche), organe de propagande hakatiste publié en polonais. Des aviateurs allemands survolaient le terri-

toire haut-silézien répandant des millions de feuilles volantes et de tracts dirigés contre la Pologne. Des affiches aux couleurs éclatantes avertissaient les Hauts-Silésiens: „Prenez garde au loup polonais!“ Voyez les émigrés polonais! Le même sort vous attend, si la Haute-Silésie est rattachée à la Pologne!“ Sous toute sorte de prétextes, en apparence innocents, on arrachait aux Hauts-Silésiens leurs signatures qui devaient témoigner dans la suite que la population du pays voulait rester à l'Allemagne. L'ouvrier agricole signait de crainte de perdre sa place, le petit cultivateur cédait comme lui pour ne pas se voir enlever sa dernière vache. Le fait était quotidien dans les villages polonais et les réquisitions y atteignaient des proportions monstrueuses. Lorsque dans la Basse-Silésie allemande, on ne réquisitionnait que 8% du bétail, c'était dans la Haute-Silésie polonaise 37%!

Les Polonais, étaient privés de tous les moyens de défense. La presse polonaise était baillonnée par une nouvelle loi d'exception. Une ordonnance, publiée en février par le Conseil du peuple de Breslau (Wrocław) composé exclusivement d'Allemands, décrétait la confiscation de tous journaux et écrits polonais introduits en Haute-Silésie, mais paraissant en dehors de ses frontières et contenant des articles d'un caractère „séditieux“. La même mesure était appliquée à toutes les publications locales polonaises, et c'est l'autorité militaire qui devait en assurer l'exécution. La liberté de la presse se trouva de ce fait entièrement abolie pour les Polonais, cependant que la „Freie Vereinigung“ avait le droit de poursuivre contre la Pologne une campagne de fausses nouvelles et d'insinuations impudentes. Les journaux polonais qui cherchaient à les démentir, étaient immédiatement suspendus.

Mais il fallait étouffer chez les Hauts-Silésiens polonais jusqu'aux dernières velléités de résistance. Pour réaliser ce résultat, on nomma au poste de Commissaire d'Etat pour la Haute-Silésie le social-démocrate Hørsing qui, déjà comme président du Conseil des ouvriers de Katowice,

s'était signalé par son zèle à défendre toutes les mesures de coercition dirigées contre les Polonais et, en particulier, le maintien dans le district industriel de l'état de siège. „Nous sommes les maîtres ici et cela suffit“, avait-il répondu à ce moment là au Président des conseils nationaux polonais qui lui reprochait sa politique, si peu conforme aux principes, au moins théoriques, de son parti. Sous une étiquette politique différente, mais qui ne trompait plus personne, c'était toujours le même fonctionnaire prussien, prêt à broyer tout ce qui s'opposait aux intérêts de la Prusse. Une semaine à peine après qu'il fut installé au pouvoir, le 8 mai 1919, Hoersing étendit à toute la Haute-Silésie polonaise, et uniquement à cette partie de son territoire, l'état de siège limité jusque là au seul district industriel. Il comptait qu'enchaîné ainsi, le pays perdrait toute possibilité de se prononcer contre la Prusse. Aux mesures prises par ses devanciers, il en ajouta de nouvelles, amenant la population polonaise à une exaspération qui, au bout d'un mois d'un régime de terreur perfectionnant chaque jour ses moyens d'action, se traduisit dans une protestation indignée faite au nom des Conseils nationaux polonais de Haute-Silésie par la Présidence générale desdits Conseils et signée également par le représentant du parti socialiste polonais. Elle résume tous les crimes de lèse-droit et de lèse-humanité dont se sont rendus coupables en Haute-Silésie, reniant tout leur passé, les hommes du gouvernement révolutionnaire. Nous les avons déjà énumérés ici. Cependant, citons encore quelques passages de ce douloureux cri de révolte qui oppose, une à une, les libertés accordées aux Allemands aux mesures appliquées aux Polonais:

„Conseils municipaux, instituteurs, gendarmes, fonctionnaires de police ne cessent d'exciter la population contre les Polonais par les moyens les plus infames et la forcent à signer des serments de fidélité et des protestations collectives contre le détachement de la Haute-Silésie de l'Allemagne. Mais nous-mêmes, nous sommes inculpés de haute trahison et traduits devant des tribunaux militaires,

lorsque nous osons exprimer notre désir d'être réunis à nos frères de Galicie, de l'ancien Royaume du Congrès et de Posnanie. Sous le couvert de l'état de siège, on concentre dans la Haute-Silésie polonaise des masses de troupes amenées de toutes les parties de l'Empire qui affament le pays. La soldatesque, ivre d'alcool, lequel alcool lui est souvent fourni par le gouvernement, fait de sa propre autorité, et sans aucune raison plausible, des réquisitions illégales et se livre au vol et au pillage... La population allemande forme, sous le commandement d'officiers de métier, des corps de volontaires organisés militairement. Le gouvernement leur fournit des armes. Mais la Régence d'Opole et le Conseil allemand des ouvriers et des soldats de Katowice décrètent en même temps que la formation d'une garde populaire polonaise sera considérée comme crime de haute trahison...

„La Haute-Silésie s'est transformée, sous le gouvernement révolutionnaire, en une immense géôle. Au cours de ces derniers mois, on a emprisonné cent soixante chefs polonais, prêtres, cultivateurs, ouvriers et artisans, rédacteurs de journaux et autres représentants des milieux intellectuels. Tout Polonais jouant un rôle plus ou moins marquant est entouré d'espions; les noms de tous les chefs polonais figurent sur des listes de proscription. La poste ouvre ou supprime leur correspondance. Des Allemands honnêtes les préviennent du danger qui les guette et les engagent à quitter le pays pour éviter le sort de Liebknecht et de l'abbé Ruda¹⁾...

„Les vivres, déjà rares dans ce pays, sont exportés en Allemagne. On y expédie aussi, après les avoir démontés, les machines et le matériel de chemins de fer. Des milieux influents allemands ont recours à la corruption pour faire éclater en Haute-Silésie des grèves qui conduiraient à la destruction de l'outillage des usines et des forges. D'autre part, on entend de tous côtés qu'au cas où la Conférence de la Paix reconnaîtrait la Haute-Silésie à la Pologne,

1) L'abbé Ruda fut assassiné par des soldats.

l'Allemagne la dévasterait, comme elle a dévasté le Nord de la France et réserverait à ses habitants polonais le sort de la malheureuse nation arménienne massacrée. Devant une pareille éventualité, nous serions sans défense, tandis que le gouvernement arme les Allemands et livre le pays à tous les excès du Grenzschutz“...

Terminons ici ces citations. Aussi bien le lecteur est déjà suffisamment édifié sur les procédés du gouvernement révolutionnaire qui avait pourtant souscrit formellement aux demandes de l'Entente.

Après un ardent appel au monde civilisé qu'ils prennent à témoin des iniquités dont les Hauts-Silésiens polonais sont victimes sous ce gouvernement, les auteurs de cette protestation élevée en leur nom, affirment encore une fois leur volonté de s'unir à la patrie polonaise libre et indépendante.

La Haute-Silésie la proclame de nouveau, quelques semaines plus tard, et notamment le 1^{er} mai 1919. L'état de siège ayant été suspendu pour ce seul jour, d'imposantes manifestations nationales sont organisées par les Polonais à Katowice, Bytom, Zabrze, Rybnik, Racibórz. Bien qu'elles n'aient même pas été annoncées par les journaux polonais, des foules immenses affluent de toute part et prennent des résolutions qui exigent: la suppression immédiate de l'état de siège; la liberté de la presse, de parole, de réunions, d'organisation; l'éloignement du Grenzschutz et du Heimatschutz et leur remplacement par une garde civique; le retour de la Haute-Silésie à la Pologne.

Quelques jours après, le 7 mai 1919, la Conférence de la Paix confirme ce voeu des populations polonaises. La Haute-Silésie est reconnue à la Pologne. Mais aussitôt, le gouvernement prussien déclenche tout son formidable appareil d'agitation et fait organiser sur toute l'étendue du pays des démonstrations pour protester contre ce „démembrement de la Silésie“, ainsi que s'exprime dans une circulaire adressée à ses subordonnés le Président de cette province. Les instituteurs traînent aux manifestations des écoles entières. L'armée met des automobiles à la dispo-

sition des manifestants. La foule, dûment chauffée par ses meneurs, se montre très agressive à l'égard des Polonais. On porte des pancartes avec des menaces à leur adresse; on les attaque même. A Tarnowskie Góry (Tarnowitz) deux ouvriers polonais meurent à la suite des coups et blessures reçus.

Hoersing télégraphie triomphalement au président du conseil, Scheidemann, que, sur 2 200 000 habitants de la Haute-Silésie, 1 165 000 ont juré pendant ces démonstrations de „mourir plutôt que de supporter le joug polonais“. „D'après ce calcul grotesque, fait observer un Allemand, des nourrissons même ont dû prêter ce terrible serment de fidélité“. En effet, pour tout homme non prévenu, le calcul de Hoersing n'est qu'une grotesque machination montée pour les besoins de la cause. Selon les statistiques officielles prussiennes, la population de la Haute-Silésie est polonaise dans la proportion de 2:1. Mais le gouvernement allemand et ses représentants qualifiés n'ont jamais hésité à opposer un démenti aux faits, fussent-ils établis par eux-mêmes, lorsque ces faits venaient contrecarrer leurs desseins. Puisqu'il fallait que la Haute-Silésie se transformât du jour au lendemain en un pays „anciennement“ allemand — „ur-deutsch“, la majorité polonaise devenait soudain une infime minorité.

Le parti du centre fit de son mieux pour soutenir ces mensonges. A une réunion tenue à Opole, le 5 juin 1919, il osa s'élever contre le rattachement à la Pologne, au nom de ses 320 000 électeurs, bien que la moitié desdits électeurs eussent été des Polonais dont les voix lui avaient été acquises pour des considérations purement confessionnelles et grâce à la pression exercée par le clergé. Se basant sur ces manifestations truquées de la volonté populaire, le gouvernement prussien ne cessait d'affirmer qu'en séparant la Haute-Silésie de l'Allemagne, l'Entente agirait contrairement aux vœux de la population et à ses intérêts légitimes. Et c'est devant ces allégations réitérées que la Conférence de la Paix décidait, vers la mi-juin, que les habitants de la Haute-Silésie seraient

appelés à désigner par voie de suffrage s'ils désiraient être rattachés à l'Allemagne ou à la Pologne.

En même temps, Hoersing resserrait encore le carcan au cou des Polonais pour les priver de toute possibilité de protestation. Le 14 mai, il ordonnait la dissolution du sous-comité du Conseil national suprême de Bytom qui était à la tête du mouvement polonais en Haute-Silésie et l'avait toujours maintenu dans les limites de la stricte légalité. De nombreuses arrestations de patriotes polonais dont on avait d'avance dressé les listes, suivirent ce nouvel acte de violence. De concert avec le commandement de la VI^{me} armée, Hoersing interdit la publication de tous les appels des dirigeants polonais et commença à faire suspendre, les uns après les autres, pour des délais plus ou moins prolongés, la plupart des journaux polonais. Des fonctionnaires suspectés de nourrir des sentiments polonais étaient frappés de peines disciplinaires, des ouvriers renvoyés des usines.

La soldatesque enhardie par l'impunité, se livre à des excès de plus en plus révoltants, à des tracasseries de plus en plus odieuses. Le Grenzschutz fait irruption aux cours de chant polonais pour les empêcher de se produire. Des soldats se jettent sur des villageoises qui, en paissant leurs vaches, chantent une mélodie polonaise et les rouent de coups. Tous les canonniers d'une batterie se précipitent, dans une course folle, à la poursuite d'un jeune homme qu'ils croisent dans le village de Popielow (dist. de Rybnik), parce qu'il a une épingle de cravate représentant l'aigle blanc. Lorsqu'il réussit à se cacher dans une cave, ils menacent de tirer sur le village, si on ne leur livre pas ce „rebelle“. Il y eut des exemples où des Polonais étaient mis en état d'arrestation pour avoir osé parler entre eux leur langue.

Des perquisitions ayant pour motif apparent la recherche des armes, se multipliaient de jour en jour. Des centaines de patriotes polonais furent incarcérés; des milliers durent se cacher dans les forêts; des milliers furent forcés de chercher refuge en Pologne, redoutant bien moins la prison que la brutalité des spadassins auxquels la population polonaise était désormais livrée sans défense. Les

arrestations prirent des proportions si inquiétantes que le Président des Unions professionnelles catholiques, qui se tenait pourtant à l'écart du mouvement polonais, se crut obligé d'adresser au gouvernement prussien cet avertissement :

„Les mesures prises contre la population polonaise provoquent une grande excitation parmi les Hauts-Silésiens, et en particulier dans les milieux ouvriers. Si l'on veut éviter des grèves et des troubles, il est urgent de suspendre toutes les lois d'exception visant les Polonais, de renoncer aux arrestations projetées, de remettre en liberté les Polonais actuellement emprisonnés et d'inaugurer une politique de conciliation. L'Union professionnelle polonaise de Haute-Silésie compte 135 000 membres, et il y aurait lieu de redouter, au point de vue économique, des pertes importantes, si on s'aliénait ces éléments“.

Mais cet avertissement resta sans effet. Le Grenzschutz continua à perquisitionner chez les Polonais, soi-disant pour se faire remettre les armes, mais, en réalité, beaucoup plus pour piller et voler pendant l'accomplissement de ses fonctions. La valeur des objets dérobés lors de ces perquisitions se monte à des millions. Les autorités civiles alarmées par ces faits et redoutant leurs conséquences, hésitent devant les responsabilités qu'elles encourent en prêtant au Grenzschutz leur appui et leur soutien. Mais une circulaire secrète du président de la Régence d'Opole (Oppeln), M. Bitta, les rappelle à l'ordre. Elle vaut la peine d'être citée :

Le Regierungspräsident

J. Nr. P. 790.

Oppeln, le 14 juin 1919.

D'après les plaintes qui me sont parvenues ces temps derniers de différents côtés, les autorités de police ne répriment pas assez sévèrement les menées polonaises et ne soutiennent pas suffisamment les autorités militaires.

Il est inutile de rappeler que, dans les circonstances critiques actuelles, tous les pouvoirs civils devraient s'employer de leur mieux à défendre la cause allemande contre

les intrigues de la Grande-Pologne, avec la plus grande énergie et par tous les moyens et à prêter toute assistance possible aux offices militaires de police.

Je compte sur l'exécution la plus stricte de la présente disposition et demande que tous les organes subordonnés reçoivent des ordres dans le sens indiqué.

Par ordre: Engelhardt.

Cet appel aux plus mauvais instincts de l'âme prussienne ne tarde pas à porter des fruits. Les perquisitions se font encore plus brutales. La soldatesque fait irruption dans les maisons polonaises, tantôt de grand matin, tantôt la nuit. Simples troupiers et officiers chargent leurs armes devant les propriétaires du logis pour les intimider et les accablent d'injures. S'ils trouvent quelque chose, ils exercent sur les malheureux toute sorte de sévices avant de les conduire en prison et, par surcroît, volent tout ce de quoi ils peuvent s'emparer. Il devient de plus en plus évident qu'on cherche à épuiser la patience de la population polonaise dans l'espoir de provoquer un soulèvement qui justifierait devant le monde civilisé les mesures de répression dirigées contre elle. Des documents officiels prouvent d'une manière irréfutable que telle était en effet l'intention du gouvernement. Voici, entre autres, un ordre significatif:

Etat-Major de la 117^{me} div. d'infan.

Confidentiel

Gleiwitz

Gleiwitz, le 24 avril 1919

J. Nr. 1489/19

Au Commandement général du VI^{me} corps d'armée
à Breslau (Wrocław)

Les Polonais se tiennent tranquilles, mais il y a des indices qu'ils tenteront sous peu quelque chose. Cependant ils gardent si bien le secret de leurs préparatifs et agissent avec tant de prudence que nous ne pouvons pas intervenir ouvertement. Il est donc nécessaire de les amener à un soulèvement prématuré, et les mesures que nous pourrions prendre nous permettraient facilement de dominer la situa-

tion. Nous ne négligeons rien pour aboutir à cette solution.

A. B. Gall

Capitaine et 1^{er} officier d'Etat-Major.

Un rapport du Commandement général du VI^{me} corps d'armée, du 12. IV. 1919, au Ministère de la guerre à Berlin, a un contenu analogue. Nous y lisons également qu'il importe de pousser les Polonais à un soulèvement immédiat que le gouvernement parviendrait à étouffer sans difficulté.

Ainsi, loin de chercher à apaiser les esprits et d'exhorter au calme, les autorités allemandes, aussi bien civiles que militaires ne pensent qu'à pousser la population polonaise à la révolte pour pouvoir exploiter celle-ci contre elle.

Et en effet, toutes les iniquités, toutes les tracasseries et brutalités auxquelles elle est en butte, jointes à l'impunité dont jouissent ses oppresseurs, finissent par faire déborder la coupe. Le 1^{er} août 1919, on procède au licenciement des volontaires du Grenzschutz. Une partie en est versée dans la Reichswehr; d'autres sont repris par les usines et les fabriques qui les occupaient antérieurement et qui avaient continué à leur payer leurs salaires pendant qu'ils servaient la patrie allemande de la manière qu'on vient de voir. Aussi les ouvriers polonais refusent-ils catégoriquement de travailler avec ceux qui ont été les persécuteurs de leurs frères. Mais Hoersing veille et décrète aussitôt que tous ceux qui manifesteront contre l'admission des ex-volontaires, seront renvoyés eux-mêmes des usines ou frappés de peines sévères. Cet ordre est immédiatement mis à exécution. D'autre part, certains patrons décident de fermer leurs usines, sous prétexte qu'ils ne réalisent pas de bénéfices suffisants. Le nombre des sans-travail s'accroît rapidement, ce qui aggrave terriblement la situation dans un pays déjà épuisé et affamé. Affamé par le gouvernement qui, pour des raisons d'ordre politique, repousse une offre de ravitaillement faite par la Pologne. Le mécontentement général grandit de jour en jour. Il se traduit, le 11 août, par une grève qui éclate dans la plupart des usines. Les

ouvriers exigent que les patrons reprennent tous leurs camarades renvoyés, protestent contre l'admission des volontaires licenciés du Grenzschutz, réclament que les entreprises où le travail a été suspendu soient remises en marche et que certaines rigueurs de l'état de siège soient atténuées. Mais les employeurs ne veulent tenir aucun compte de leurs revendications et le 15 août le travail s'arrête partout. La situation est tendue à l'extrême. Le moindre incident peut mettre le feu aux poudres. L'armée se charge cette fois encore de le provoquer. Pendant la paye dans les mines de Myslowice occupées militairement, la Reichswehr tire sur un groupe d'ouvriers, qui entrent dans la cour, pour passer à la caisse, par une porte autre que celle désignée et, sans le savoir d'ailleurs, avant leur tour. Il y a six tués et plusieurs blessés. Un autre cas de provocation, plus significatif encore, se produit à Halemba (distr. de Katowice). Un soldat de la Reichswehr en civil propose à deux ouvriers de leur céder des armes qu'il doit leur livrer la nuit, dans un endroit convenu. Il y arrive, en effet, en automobile, à l'heure fixée pour le rendez-vous, mais au moment où les ouvriers s'approchent de lui, des soldats cachés derrière un mur tirent sur eux et les tuent sur place.

L'effervescence des esprits étant déjà à son comble, ces sauvages provocations déterminent l'explosion tant souhaitée par le gouvernement prussien. Le mouvement éclate dans la nuit du 16 au 17 août, dans certaines parties des districts de Pszczyna (Pless) et de Rybnik et se propage le jour suivant dans les districts de Katowice, de Bytom et de Tarnowskie Góry (Tarnowitz). Mais tout était préparé de longue date pour l'étouffer. Sans armes, sans munitions, sans organisation, les insurgés ne s'étaient soulevés que parce que acculés à cette extrémité par leurs bourreaux. Ils ne pouvaient pas tenir longtemps contre une véritable armée disposant de tous les moyens de la technique militaire moderne, trains blindés, automitrailleuses, lance-mines, canons. Aussi furent-ils vite vaincus dans cette lutte inégale. La plupart de ceux qui avaient directement pris part au mouvement, se réfugièrent en Po-

logne et le gouvernement prussien put lancer, au bout de cinq jours, un communiqué officiel annonçant que „le calme était rétabli en Haute-Silésie“. En effet, il n'y avait plus d'insurgées dans le pays. Mais il y avait ceux qui avaient si patiemment poussé la population polonaise à un soulèvement pour pouvoir ensuite sévir implacablement contre elle. Ils furent d'une sauvagerie inouïe. Même aux plus mauvais jours d'un long passé de souffrances et de détresse, le peuple haut-silézien n'avait jamais été martyrisé avec autant d'acharnement et de fureur aveugle. Jamais ses bourreaux n'avaient eu recours à des moyens aussi barbares pour assouvir leur rage. La répression du soulèvement polonais du 17 août 1919 couvre le régime socialiste d'une honte ineffaçable.

Aussitôt que le mouvement eut éclaté, Hoersing proclamait, d'accord avec le général commandant von Friedburg, l'état de siège renforcé dans tous les districts polonais du territoire haut-silézien et décrétait que toute personne portant illégalement des armes serait fusillée sans jugement. Or la peine de mort pour port d'armes non autorisé n'est prévue ni par le décret sur l'état de siège du 4 juin 1851, ni par la Constitution allemande du 11 août 1919. De plus, dès le 20 août, le Ministre de la guerre promulguait des dispositions additionnelles spécifiant que seuls ceux pris dans la lutte, les armes à la main, c'est à dire opposant une résistance à l'armée dans l'accomplissement de ses fonctions, devaient être exécutés sur place. En aucun cas, cette justice expéditive ne pouvait être appliquée aux prisonniers qui devaient être traduits devant des tribunaux militaires extraordinaires. Mais la soldatesque enhardie par l'attitude de Hoersing ne s'embarrassait pas des prescriptions de la loi. Tout comme lui, elle s'arrogeait des pouvoirs illimités et donnait libre cours à ses instincts sanguinaires, non seulement en passant par les armes les insurgés et en achevant les blessés avec une sauvagerie indescriptible, mais encore en massacrant, d'une manière aussi lâche qu'infame, des personnes absolument innocentes qui n'avaient pris aucune part au mouvement insurrection-

nel. La presse allemande excitait encore sa cruauté, en remplissant ses colonnes de descriptions fantastiques des prétendues atrocités polonaises et se gardant bien de reproduire les démentis que les autorités allemandes elles-mêmes opposaient à ces récits forgés de toutes pièces. Il fallait justifier d'une manière quelconque les excès des sbires de Hoersing et elle y travaillait de son mieux. Et pourtant, ces excès prirent de telles proportions que les procès-verbaux des dépositions des témoins oculaires de ces crimes, dressés par le Bureau d'informations de Katowice pour la Commission interalliée, remplissent 14 volumes. La férocité de la soldatesque dépassait tellement tout ce qu'aurait pu inventer l'imagination la plus fertile que le colonel prussien Heuks s'est vu forcé de publier un décret lui interdisant d'infliger aux insurgés des traitements inhumains. Mais rien ne pouvait plus arrêter ces déments assoiffés de sang. Il ne se passait pas de jour sans que les soldats n'aient procédé à des exécutions sommaires. Des innocents payaient de leur vie l'audace d'avoir élevé la voix en faveur d'autres innocents.

„J'ai été à deux reprises au front au cours de la dernière guerre, dit à propos de cette sauvage répression un collaborateur de la *Leipziger Volkszeitung*, mais je n'ai jamais vu d'atrocités comme celles auxquelles j'ai assisté ici. C'est une honte devant le monde civilisé et même devant les tribus les plus sauvages d'Amérique... Quel pouvoir humain a donné aux bourreaux le droit de se livrer à de pareilles violences“...

Le mouvement qui les avait provoquées fut étouffé et il ne pouvait en être autrement, vu les circonstances où il s'était produit. Mais le peuple haut-silézien, ce peuple qui, depuis plus de cent cinquante ans, se défend avec tant de vaillance contre tous les assauts du germanisme et qui, à travers toutes ses épreuves, est resté fidèle à sa nationalité, ne deviendra jamais la proie résignée de ses oppresseurs. Il sait qu'il a pour lui le droit et il attend la dernière lutte, celle qui décidera de son sort, avec une foi inébranlable dans le triomphe final de la justice et du bien.

Biblioteka Główna UMK



300051123017



Form 181

400, /

Biblioteka
Główna
UMK Toruń

28

610931

Biblioteka Główna UMK



300051123017